

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

APPEL D'OFFRES OUVERT

**Prestations de maintenance du grand et du petit bassins, de leurs installations
et de deux bornes fontaine du Musée d'Archéologie nationale domaine
national du château de Saint Germain en Laye**

MP_2026_004_AOO

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Marché passé en application des articles L.2124-2, L.2131-1, L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11, R.2124-1 et R.2124-2, R.2142-1 à R.2142-14, R.2142-19 à R.2142-26, R.2143-3 et R.2143-4, R.2143-12, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique

DATE ET HEURE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :

JEUDI 12 MARS 2026 A 12 HEURES

(TERME DE RIGUEUR)

SOMMAIRE

SECTION I : IDENTIFICATION DE L'ORGANISME QUI PASSE L'ACCORD-CADRE	3
SECTION II : NOM ET ADRESSE OFFICIELS DE L'ORGANISME ACHETEUR	3
SECTION III : OBJET DE L'ACCORD-CADRE	5
SECTION IV : PROCÉDURES	5
SECTION V : DÉLAI D'URGENCE – JUSTIFICATION	6
SECTION VI : CONDITION DE DÉLAI	6
SECTION VII : ALLOTISSEMENT ET LIEUX D'EXÉCUTION OU DE LIVRAISON	6
SECTION VIII : CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES	7
SECTION IX : DIVISION EN LOTS	8
SECTION X : DURÉE DE L'ACCORD-CADRE OU DÉLAI D'EXÉCUTION	8
SECTION XI : CONDITIONS RELATIVES À L'ACCORD-CADRE	9
SECTION XII : CLAUSE SOCIALE D'INSERTION PROFESSIONNELLEERREUR ! SIGNET NON DEFINI.	
SECTION XIII : DOSSIER DE CONSULTATION	9
SECTION XIV : CONDITIONS RELATIVES À LA CANDIDATURE	10
SECTION XV : MODALITÉS DE REMISE DE L'OFFRE	13
SECTION XVI : NÉGOCIATION & CRITÈRES D'ATTRIBUTION	14
SECTION XVII: ATTRIBUTION	18
SECTION XVIII : AUTRES RENSEIGNEMENTS	19
SECTION XIX: CONTENTIEUX	20

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

☐ TRAVAUX

☐ FOURNITURES

☒ SERVICES

PREAMBULE

Marché passé en application des articles L.2124-2, L.2131-1, L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11, R.2124-1 et R.2124-2, R.2142-1 à R.2142-14, R.2142-19 à R.2142-26, R.2143-3 et R.2143-4, R.2143-12, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

Ministère de la culture
Musée d'Archéologie nationale domaine national du château de Saint-Germain-en-Laye
Place Charles de Gaulle
78105 Saint-Germain-en-Laye Cedex

Le comptable public assignataire des paiements est le Trésorier Payeur :
DRFIP Ile de France
Service CGF
94, rue de Réaumur
750104 Paris Cedex 2

SECTION I : Identification de l'organisme qui passe l'accord-cadre

☒ Etat

☐ Région

☐ Département

☐ Commune

☐ Etablissement public national

☐ Etablissement public

territorial

☐ Autres

SECTION II : Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur

1 – Nom et adresse officiels de l'acheteur public :

Dénomination : Musée d'Archéologie nationale domaine national du château de Saint-Germain-en-Laye

Adresse : Place Charles de Gaulle

Code postal : 78 011

Localité/ville : SAINT GERMAIN EN LAYE cedex
nadine.bretonniere@culture.gouv.fr

Pays : France

2 – Téléchargement du dossier de consultation :

Le dossier de consultation doit être téléchargé à partir de la plateforme des achats de l'Etat <https://www.marches-publics.gouv.fr> disponible sous la référence :

- MP 2026_004_AOO.

3 – Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Point d'attention :

Les demandes de renseignements complémentaires devront être faites sur <https://www.marches-publics.gouv.fr>, au plus tard **le lundi 02 mars 2026**. Les réponses apportées par l'Administration seront alors adressées au plus tard six (6) jours avant la date limite de remise des offres, conformément à l'article R2132-6 du code de la commande publique.

4 – Adresse auprès de laquelle les offres doivent être déposées :

Les dossiers doivent être transmis de façon dématérialisée, sur la plate-forme des marchés <https://www.marches-publics.gouv.fr>, sous la référence :

MP_2026_004_AOO

conformément à l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Toutes les modalités de dépôt des offres sont indiquées en annexe I du présent règlement de la consultation.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute proposition qui ne sera pas remise dans les conditions précisées ci-dessus ou qui parviendra après la date et l'heure limites fixées à la page 1 et au 1) de la section VI ci-dessous ne sera pas prise en compte.

5 – Adresse auprès de laquelle la copie de sauvegarde peut être envoyées ou déposées :

Le candidat est invité, à titre de copie de sauvegarde, à effectuer une transmission sur support physique électronique ou sur support papier.

L'attention du candidat est attirée sur le fait que cette copie de sauvegarde n'est ouverte que dans les cas prévus à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde (programme informatique malveillant, candidature ou offre électronique reçue de façon incomplète, hors délai ou qui n'a pu être ouverte sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres).

Les candidats s'assureront avant la constitution de leur pli que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. Tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre devra être traité préalablement par le candidat par un anti-virus.

Lorsqu'elles ne sont pas accompagnées d'une copie de sauvegarde, les candidatures et les offres transmises par voie électronique et dans lesquelles un programme informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur peuvent faire l'objet d'une réparation dont il sera gardé trace selon l'arrêté du 22 mars 2019 susvisé ».

Si le pli contenant la copie de sauvegarde n'est pas ouvert, il est détruit par le pouvoir adjudicateur.

Cette copie de sauvegarde doit être transmise avec accusé de réception à l'adresse suivante :

Musée d'Archéologie nationale domaine national du château de Saint-Germain-en-Laye
Responsable de la commande publique et du budget
Place Charles de Gaulle
78105 Saint-Germain-en-Laye Cedex

SECTION III : Objet de l'accord-cadre

1) Objet de l'accord-cadre :

La présente consultation a pour objet des prestations de maintenance du grand et du petit bassins, de leurs installations et de deux bornes fontaine du Musée d'Archéologie nationale domaine national du château de Saint Germain en Laye.

Toutes précisions utiles relatives à l'objet du marché, aux prestations et à leurs conditions d'exécution sont exposées dans les CCAP et CCTP du marché.

2) Type de marché de services :

Prestations de service de Musée

3) Nomenclature (Classification CPV) :

CPV : 98390000-3 « autres services »

4) Forme du marché :

- | | |
|--|-----|
| ➤ S'agit-il d'un accord-cadre forfaitaire | NON |
| ➤ S'agit-il d'un accord-cadre à commande avec un minimum et un maximum | NON |
| ➤ S'agit-il d'un marché avec seulement un maximum | OUI |
| ➤ S'agit-il d'un marché à tranches | OUI |
| ➤ S'agit-il d'un accord-cadre associé à des marchés subséquents | NON |

SECTION IV : Procédures

- 1) **Type de procédure** : Marché passé en application des articles L.2124-2, L.2131-1, L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11, R.2124-1 et R.2124-2, R.2142-1 à R.2142-14, R.2142-19 à R.2142-26, R.2143-3 et R.2143-4, R.2143-12, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique

2) Les candidats ont-ils déjà été sélectionnés (dans le cas d'une procédure négociée) ? : sans objet

3) Possibilité de recours à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires :
OUI

4) Dialogue compétitif : NON

SECTION V : Délai d'urgence – justification

Sans objet

SECTION VI : Condition de délai

1) Date limite de remise des offres : **jeudi 12 mars 2026 à 12h00** (terme de rigueur)

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés ; tout pli qui parviendrait au-delà de la date et de l'heure limite de dépôt indiquée dans l'avis d'appel public à la concurrence (AAPC), sera considéré comme hors délai.

2) Date prévue pour l'envoi de l'invitation à déposer une offre aux candidats sélectionnés (dans le cas d'une procédure restreinte ou négociée) : sans objet

3) Délai de validité des offres :

Le processus législatif d'examen du projet de la loi de finances pour 2026 n'étant pas arrivé à son terme, une loi spéciale accompagnée d'un décret ouvrant des crédits applicables aux seuls services votés a été promulguée permettant de mobiliser les seuls crédits indispensables pour poursuivre l'exécution des services publics.

Aussi, dans le cadre d'un contexte budgétaire 2026 spécifique et de l'attente de la loi de finances initiale 2026, le pouvoir adjudicateur prévoit un **délai de validité des offres de 150 jours** permettant de prolonger ou d'interrompre la consultation en subordonnant l'attribution et la notification à la sortie de la période de services votés.

SECTION VII : Allotissement et lieux d'exécution ou de livraison

Ce marché ne fait pas l'objet d'un allotissement technique ou géographique.

Le marché s'exécute sur le site du domaine national du musée d'Archéologie nationale, domaine national du château de Saint Germain en Laye (MAN).

SECTION VIII : Caractéristiques principales

1) Type d'accord-cadre/marché :

Le marché comporte une partie forfaitaire et une partie à bons de commande exécutée au fur et à mesure du besoin. La partie forfaitaire comprend une tranche ferme et trois (3) tranches optionnelles :

- **Tranche optionnelle n°1** : 1ère phase de travaux pour remise en service transitoire du petit bassin (cf. article 9.2 et annexe 3 du CCTP)
- **Tranche optionnelle n°2** : dernière phase de travaux pour mise en service nominal du petit bassin (cf. article 9.3 et annexe 3 du CCTP)
- **Tranche optionnelle n°3** : Prestations complémentaires de maintenances hebdomadaires relatives au grand bassin (cf. article 9.4 du CCTP)

Nota : En cas de discordance entre les différentes indications des prix forfaitaires figurant dans l'offre d'un candidat, **le montant du prix global et forfaitaire figurant dans l'Acte d'Engagement (AE) prévaudra**. Dans cette hypothèse et/ou en cas d'anomalies, d'erreurs ou d'omissions internes à la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire, **l'attributaire sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix global forfaitaire précité porté sur l'Acte d'Engagement**.

2) Prestation supplémentaire éventuelle (PSE) : Non

3) Calendrier des marchés ultérieurs en cas de marchés reconductibles : sans objet.

4) Refus des variantes : OUI

SECTION IX : Division en lots

1) Prestations divisées en lots : **NON**

2) Possibilité de présenter une offre pour un lot, plusieurs lots ou l'ensemble des lots : sans objet

SECTION X : Durée de l'accord-cadre ou délai d'exécution

1) Durée du marché ou délai d'exécution :

Le marché prend effet à sa date de notification et se termine au 31 décembre 2026. Il est reconductible trois fois par décision expresse du Pouvoir Adjudicateur.

Les reconductions sont annuelles, hormis la dernière période de reconduction qui couvrira une période supérieure à un an sans que la durée totale du marché ne puisse excéder 46 mois.

2) Date prévisionnelle de début des prestations :

- Grand bassin et bornes fontaine : semaine 17 ou 18 en 2026 ;
- Petit bassin :

La remise en service nominal de ce bassin hors service est dépendante des travaux à réaliser (cf. tranches optionnelles n°1 et n°2).

Selon la disponibilité des crédits et des dates arrêtées pour la réalisation des premiers travaux (tranche optionnelle n°1), une échéance de remise en service de ce bassin est décidée conjointement entre la responsable du service jardin et le Titulaire.

Dès que les deux tranches optionnelles précitées sont finalisées, la programmation annuelle de mise en service est identique à celle du grand bassin et des deux bornes fontaine (cf. article 6.2 du CCTP).

A titre indicatif, sans présager des crédits budgétaires alloués pour les travaux de remise en service du petit bassin, la programmation ci-dessous est envisagée :

Année prévisionnelle d'exécution	Tranche optionnelle programmée
2026	TO n°1 « remise en service transitoire »
2027	TO n°2 « remise en service définitive »

Dans l'hypothèse où les crédits délégués seraient susceptibles de prendre en charge l'ensemble des travaux nécessaires à la remise en service nominal de ce bassin, Il peut être décidé d'affermir en simultanée les deux tranches optionnelles n°1 et n°2.

SECTION XI : Conditions relatives au marché

1) Cautionnement et garanties exigées : sans objet

2) Modalités essentielles de financement et de paiement :

Le mode de règlement choisi par l'Administration est le virement. Aucune modification du mode de règlement ne peut avoir lieu. Le délai de paiement est fixé à trente (30) jours à partir de la date de réception de la facture par l'Administration sur CHORUS.

3) Forme juridique du groupement de prestataires attributaire du marché : sans objet

4) Langue : Français

SECTION XII : Dossier de consultation

LE REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC) et ses trois annexes :

ANNEXE 1 : Modalités pratiques de la consultation dématérialisée ;

ANNEXE 2 : Attestation de visite ;

ANNEXE 3 : Questionnaire Diversité - égalité Femme/Homme

L'ACTE D'ENGAGEMENT et les annexes financières :

ANNEXE I : Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;

ANNEXE II : Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

LE CCAP

LE CCTP et ses quatre annexes :

ANNEXE 1 : estimation consommations annuelles ;

ANNEXE 2 : cadre de réponse technique et environnemental ;

ANNEXE 3 : photos local technique petit bassin ;

ANNEXE 4 : plan de circulation dans le domaine national.

Les candidats peuvent utilement demander le DOE du grand bassin.

Si le candidat remarque une anomalie technique sur les documents qui lui sont remis, il est invité à contacter le service le plus rapidement possible et en tout état de cause avant la remise des plis.

Le Titulaire ne pourra se prévaloir d'une anomalie dans les dispositions du cahier des charges lors des décisions de rejet ou en cours d'exécution du marché.

SECTION XIII : Conditions relatives à la candidature

1) Visite de sites :

Une visite de site obligatoire est organisée.

Afin d'organiser cette visite programmée **le mercredi 18 février 2026 à 10H00**, les candidats qui portent de l'intérêt à cette consultation doivent transmettre un mail au plus tard **le lundi 16 février 2026 à 17H00** à la responsable de la commande publique et du budget :

nadine.bretonniere@culture.gouv.fr

Ce mail doit faire mention du nom et l'adresse postale de la société ou du groupement d'entreprise représenté, le nom, qualité, spécialité, téléphone portable et adresse mail de chacun des représentants participant à la visite.

Le rendez-vous est fixé à l'entrée du Musée d'archéologie Nationale (MAN), Place Charles de Gaulle, 78100 Saint-Germain-en-Laye, **10 minutes avant le début de la visite fixée à 10h00**. Les représentants doivent être munis d'une carte d'identité valide.

La visite fait l'objet d'une attestation de visite (cf. annexe 2 au présent règlement de la consultation) à viser par le représentant de la société et le représentant de la Personne publique. **La société doit se présenter pour la visite des sites avec cette attestation au format papier.**

2) Renseignements concernant la situation propre du candidat

Renseignements concernant la situation propre de l'entrepreneur, du fournisseur ou du prestataire de services et renseignements et formalités nécessaires pour l'évaluation de la capacité économique, financière et technique minimale requise en vue de la sélection des candidats (application des articles R.2143-6, R.2143-7, R.2143-8, R.2143-9, R.2143-10, R.2143-11, R.2143-12 et R.2143-16 du Code de la commande publique fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandé aux candidats aux marchés publics).

2.1 Critères de sélection des candidatures

Conformément aux articles R.2144-1, R.2144-2, R.2144-3, R.2144-4, R.2144-5, R.2144-6, R.2144-7 du Code de la commande publique ne sont pas admises, les candidatures dont les capacités professionnelles, techniques et financières sont analysées, par le pouvoir adjudicateur, comme insuffisantes au regard des prestations objet de cet accord-cadre.

S'agissant des éléments de candidature à produire, les candidats choisissent l'une des options suivantes :

- **Les éléments sont joints au dossier d'offre conformément à l'article 2-1.1 ci-dessous ;**
- **Etablir un formulaire type pour le DUME conformément à l'article 2-1.2 ci-dessous.**

2.1.1 Dossiers de candidature à joindre à l'offre

✓ Situation juridique – références requises

Le dossier devra être formalisée comme suit, et contenir les éléments suivants :

- la lettre de candidature : imprimé DC1 dûment renseigné par le candidat se présentant seul ou, en cas de candidature groupée, par l'ensemble des membres du groupement ;
- la déclaration du candidat : imprimé DC2 dûment rempli par le candidat se présentant seul ou, en cas de candidature groupée, un imprimé DC2 rempli par chaque membre du groupement, en prenant soin de renseigner la totalité des rubriques accompagné des annexes à joindre ; Le(s) numéro(s) SIREN du soumissionnaire devra impérativement être indiqué dans le cadre de cette procédure.
- le cas échéant, le pouvoir habilitant le signataire à engager l'entreprise et tout document permettant de prouver que le signataire a l'habilitation pour engager la société (pouvoir en chaîne) ;
- Tout élément permettant au pouvoir adjudicateur d'apprécier les capacités techniques et financières du candidat (notamment références, présentation de la société et organisation)

Les formulaires DC1 et DC2 sont disponibles sur le site internet du Ministère de l'Economie des Finances et de la Relance – [economie.gouv.fr \(https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat\)](https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat).

✓ Capacité économique et financière – références requises ou DC2

Renseignements permettant d'évaluer les capacités financières du candidat : chiffre d'affaires global, chiffre d'affaires relatif aux prestations considérées et résultats pour les trois dernières années.

✓ Référence professionnelle et capacité technique – références requises ou DC2

✚ Renseignements permettant d'évaluer les capacités professionnelles et techniques du candidat sur les trois dernières années:

- Documentation présentant son organisation, ses moyens en personnel, effectifs moyens annuels dont la part de technicien de maintenance,
- Moyens en matériels : matériels et équipements techniques dont le candidat dispose pour exécuter l'ensemble des prestations inscrites au marché,
- Diplôme des agents pressentis (fontainier(s), électromécanicien(s),...) pour exécuter ce marché.

✚ Liste des références en rapport et proportionnées avec l'objet du marché

Une liste des principaux services fournis par le candidat au cours des trois dernières années portant sur un objet analogue à celui de la présente consultation, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé pour des prestations exécutées.

🚧 **Nombre maximal de candidats admis à présenter une offre**
Sans objet

🚧 **Nombre minimal de candidats admis à présenter une offre**
Sans objet

2-1.2 Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen (DUME)

Conformément à l'article R.2143-4 du Code de la commande publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme du document unique de marché européen, établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le DUME (document unique de marché européen).

Si le candidat établit un DUME, il ne devra pas fournir les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat et attestation sur l'honneur).

Ce DUME doit être impérativement rédigé en Français.

Pour plus de renseignements, le candidat peut consulter la page de la DAJ <https://www.economie.gouv.fr/daj/dume-esp> et le service permettant de remplir et réutiliser le DUME <https://ec.europa.eu/tools/esp/filter?lang=fr>.

Le(s) numéro(s) SIREN du soumissionnaire devra impérativement être indiqué dans le cadre de cette procédure.

SECTION XIV : Modalités de remise de l'offre

Le dossier d'offre doit comporter :

1. ***l'acte d'engagement et ses annexes***, dûment complétés par la personne habilitée pour chacun des lots de l'offre (la DPGF et le BPU doivent obligatoirement être joints à l'acte d'engagement) ;
2. ***l'annexe 2 au CCTP*** relative au cadre de réponse technique et environnemental ; cette annexe est nécessaire pour évaluer l'offre au regard des critères technique, et environnemental.

Point d'attention :

Il est précisé que l'analyse de l'offre relative aux critères technique et environnemental s'appuie **sur les éléments communiqués au titre du cadre de réponse précité** à renseigner exhaustivement par les candidats en respectant impérativement la forme du document (cf. annexe 2 au CCTP).

Le candidat peut utilement joindre à son offre :

- ✓ ***Un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP) ;***
- ✓ ***l'attestation d'assurance en cours de validité précisant la période couverte.***

POINTS D'ATTENTION :

- L'attention du candidat est appelée sur le fait qu'il doit remettre **un acte d'engagement et ses annexes**. L'acte d'engagement et les deux annexes financières (DPGF et BPU) **doivent tous être dûment complétés, paraphés, datés et signés par le représentant habilité ;**
- **la DPGF et/ou le BPU** doivent être remis **aux formats PDF et excel** et ce, afin de permettre une vérification efficiente des données saisies ;
- L'annexe 2 doit être remise au format word et PDF.
- L'Administration **écartera toutes les offres** dont :
 - *Le dossier d'offre est incomplet ; **les pièces 1 à 2 précitées** doivent impérativement être jointes au dossier d'offre du lot concerné ;*
 - *Les montants à indiquer à la DPGF **ne sont pas complètement renseignés ;***
 - *Les prix unitaires en € HT, les majorations et remise de prix en % du BPU **ne sont pas complètement renseignés.***

Document à conserver par le candidat : le présent règlement de la consultation (RC)

SECTION XV : Critères d'attribution

➤ Critères de sélection

L'offre économiquement la plus avantageuse est appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous :

Critère	Pondération en %
Technique	35
Prix	55
Environnemental	10

Chaque critère de notation est décliné par sous-critères listés ci-après :

✓ Offre relative au critère technique – 35 % de la valeur totale :

	Sous-critère	Pondération du sous-critère en %	Base d'évaluation
A1	Grand bassin - Description détaillée de toutes les opérations mises en oeuvre au titre de la remise en eau et du matériel utilisé (méthodologie de la mise en eau prenant en compte la résorption maximale du calcaire, nettoyage du bassin et de la bâche, vérification local technique et toutes les opérations listées à la DPGF)	25	Le cadre de réponse technique (cf. annexe 2 au CCTP)
A2	Grand bassin - Description détaillée de la maintenance : <ul style="list-style-type: none"> - Méthode, opérations et matériels mis en place pour les prestations de nettoyage hebdomadaires listées ci-dessous : <ul style="list-style-type: none"> o caniveaux o crépines o grilles d'aspiration Liste des contrôles prioritaires indispensables pour le bon fonctionnement de l'ensemble des installations et équipements ; <ul style="list-style-type: none"> - Contrôles ponctuels pendant la période hivernale : <ul style="list-style-type: none"> o contrôles ; o liste des opérations minimales indispensables pour préserver le patrimoine existant. 		
A3	Grand bassin - Description détaillée de toutes les opérations mises en oeuvre au titre de l'hivernage et du matériel utilisé (méthodologie de la vidange et du nettoyage du bassin et de la bâche, mise en hivernage local technique et toutes les opérations listées à la DPGF)		

	Sous-critère	Pondération du sous-critère en %	Base d'évaluation
B1	Petit bassin - Description détaillée de toutes les opérations mises en oeuvre au titre de l'hivernage et du matériel utilisé (méthodologie de la vidange et du nettoyage du bassin, mise en hivernage local technique et toutes les opérations listées à la DPGF)	10	Le cadre de réponse technique (cf. annexe 2 au CCTP)
B2	Petit bassin – Tranche optionnelle (TO) n°1 - Description détaillée : <ul style="list-style-type: none"> - des équipements proposés et leurs durées de vie en justifiant le choix opéré ; - des éléments de fixation en justifiant le choix opéré ; - des délais d'exécution en détaillant les différentes étapes ; - de la dimension et des qualifications de l'équipe dédiée ; - de l'aménagement proposé des espaces en tenant compte des équipements de la TO 2 et toutes autres informations nécessaires à la bonne compréhension de l'offre.		
B3	Petit bassin – Tranche optionnelle (TO) n°2 - Description détaillée : <ul style="list-style-type: none"> - des équipements proposés et leurs durées de vie en justifiant le choix opéré ; - des délais d'exécution en détaillant les différentes étapes ; - de la dimension et des qualifications de l'équipe dédiée ; - méthode envisagée pour la mise en place de la vidange (cheminement pompe vide cave) et toutes autres informations nécessaires à la bonne compréhension de l'offre.		

✓ **Offre relative au critère Prix – 55% de la valeur totale**

	Sous-critère	Pondération du sous-critère en %	Base d'évaluation
A-	Montant des prestations forfaitaires DPGF	40	DPGF
B-	Bordereau de prix unitaires (BPU) - Prix unitaires, majoration et remise	15	BPU

S'agissant du sous-critère de notation relatif au bordereau de prix unitaires, un panier sera défini pour la notation.

➤ **Offre relative au critère environnemental : 10 % de la valeur totale**

Les fiches techniques des produits utilisés sont jointes au cadre de réponse.

	Sous-critère	Pondération du sous-critère en %	Base d'évaluation
A	Description de l'organisation mise en place pour optimiser la consommation de l'énergie et des consommables (chlore, PH, ...)	3	Le cadre de réponse environnemental (cf. annexe 2 au CCTP)
B	Politique de gestion, de valorisation, de recyclage et de limitation des déchets (dont équipements remplacés) et limitation des emballages plastiques et produits à usage unique mis en place au titre de ce marché		
C	Politique de réduction des émissions de gaz à effets de serre (flotte de transport, ...)	7	
D	Description des mesures préconisées pour répondre à un des objectifs de l'Etat relatif à l'économie circulaire et la durabilité, dont notamment : - réutilisation, réemploi des pièces et matériaux chaque fois que possible ; - réparation prioritaire au remplacement des équipements utilisés ; - remplacement du strict nécessaire ; - choix des matériaux et équipements durables.		

SECTION XVI: Attribution

Le candidat classé premier doit avant attribution du marché transmettre à la personne publique, **dans un délai maximal de 3 jours ouvrés**, les documents ci-dessous :

- a) les certificats sociaux et fiscaux ;
- b) le questionnaire complété relatif à l'égalité Femme/Homme ;
- c) l'attestation d'assurance, le cas échéant.

La non remise des justificatifs à la date fixée, implique renonciation à l'attribution du marché ; son offre est rejetée et le candidat éliminé. Le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la première est sollicité pour produire les mêmes documents avant que le marché ne lui soit attribué.

Par ailleurs, conformément au décret 2025-1383 du 29 décembre 2025, si, après le choix de l'attributaire et avant la notification du marché, l'attributaire se trouve, par suite d'un cas fortuit ou d'un cas de force majeure, dans l'impossibilité d'exécuter le marché, l'acheteur peut solliciter le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après. Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite auprès des autres soumissionnaires dans l'ordre du classement des offres.

a) Certificats sociaux et fiscaux

Conformément aux articles L.2141-1, L.2141-2, L.2141-3, L.2141-4, L.2141-5, L.2141-6, L.2141-7, L.2141-8, L.2141-9, L.2141-10, L.2141-11, L.2341-1, L.2341-3, L.2341-4, L.2341-5 et R.2143-3 et suivants du Code de la commande publique et à l'arrêté du 22 mars 2019, le marché sera attribué au candidat retenu sous réserve que celui-ci produise **dans un délai maximal de 3 jours ouvrés**, à compter de la demande du pouvoir adjudicateur :

- o Les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail ; ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché,
- o Les attestations ou certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou l'imprimé **NOTI 2**. L'attestation sociale doit dater de moins de 6 mois.

b) Labellisation Diversité – Egalité Femme/Homme

Le ministère de la Culture est engagé dans une démarche de promotion de la diversité et de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. A ce titre, il est attentif dans le choix de ses contractants comme dans la réalisation des prestations, au respect des dispositions législatives et réglementaires en la matière.

Le titulaire doit s'engager, au titre de l'exécution du marché, dans une démarche d'amélioration continue de la qualité de ses pratiques sociales en matière de prévention des discriminations, ainsi que de promotion de l'égalité des chances et de la diversité, notamment l'égalité entre les femmes et les hommes (éga-conditionnalité).

La promotion de la diversité s'entend comme l'ensemble des moyens permettant de garantir l'égalité réelle de traitement entre tous les individus dans le domaine de l'emploi, indépendamment de leurs différences. Elle regroupe des actions de lutte contre les discriminations et de promotion de l'égalité des chances.

Le temps moyen pour renseigner ce questionnaire est d'environ 20 minutes.

Le soumissionnaire joindra aux certificats sociaux et fiscaux le questionnaire complété.

c) Attestation d'assurance

Le cas échéant, conformément aux dispositions de l'article 3.7 du CCAP, le titulaire doit produire le justificatif du contrat d'assurance souscrit.

e) Fausses déclarations

Toute fausse déclaration tombe sous les dispositions de l'article 441-1 du Code pénal, sans préjudice d'une exclusion de la compétition en cours.

SECTION XVII : Autres renseignements

1) Numéro de référence attribué par la personne publique :

MP_2026_004_AOO

2) Définition des études à effectuer par les candidats lors d'un concours, d'un marché de conception réalisation ou d'un dialogue compétitif : sans objet

3) Récompenses et jury : sans objet

4) Conditions d'obtention des documents contractuels et des documents additionnels :

➤ Date limite d'obtention : sans objet

➤ Frais de reprographie : sans objet

Conditions et mode de paiement : sans objet

5) Remise d'échantillons ou de matériels de démonstration : sans objet

Dans l'affirmative, modalités de remise des échantillons ou des matériels de démonstration : sans objet

Préciser le sort des échantillons ou des matériels de démonstration (détruits – rendus – conservés) : sans objet.

6) Remise de bordereaux des prix unitaires : OUI

Dans l'affirmative, valeur contractuelle : **OUI**

7) Application de l'article L2125-1 du code de la commande publique : sans objet

8) Renseignements complémentaires

8.1 – Modification de détail au dossier de consultation :

L'administration se réserve le droit d'apporter au plus tard six (6) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de la consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

8.2 – Téléchargement du dossier de consultation :

Le dossier de consultation a fait l'objet d'une dématérialisation à l'adresse suivante :

[https:// www.marches-publics.gouv.fr](https://www.marches-publics.gouv.fr).

Toutes les modalités pratiques relatives au téléchargement du dossier de consultation sont listées en annexe I du présent règlement de la consultation.

SECTION XIII : Contentieux

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est :

Tribunal administratif de Versailles

56 Avenue de Saint Cloud

78000 Versailles

Téléphone : 01.39.20.54.00.